



1 République du Sénégal

MINISTRE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES

CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE



REVUE ANNUELLE CONJOINTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSRP_2

Termes de référence

**ATELIER DE PREPARATION DE LA CONTRIBUTION DE LA
COMMISSION « SERVICES ETATIQUES » AU RAPPORT
D'AVANCEMENT 2007 DU DSRP-II**

Savana--Dakar, 18 juin 2008

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus participatif du *Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté de seconde génération (DSRP-II)*, le Gouvernement a retenu l'organisation d'une revue annuelle conjointe de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, pour rendre compte des progrès réalisés et à prendre les mesures correctives nécessaires au fur et à mesure de l'avancement de la mise en œuvre du DSRP-II.

L'exercice de revue annuelle conjointe mené de manière participative consiste à partager les résultats de suivi et des évaluations et orienter les actions pour les années suivantes. Les résultats attendus de cet exercice sont : (i) une appréciation de la mise en œuvre du DSRP, (ii) des mesures correctives nécessaires en vue de faire face aux contraintes à la bonne exécution des actions, (iii) des orientations pour la préparation du budget national et (iv) procéder à une mise à jour du niveau des cibles des indicateurs annuels en tenant compte des éventuels chocs exogènes ; (v) des recommandations pour la poursuite de la mise en œuvre du DSRP.

A la suite des rapports des groupes de travail, un rapport de synthèse de la revue a été produit. Pour la préparation de la réunion technique, prévue au courant de la dernière semaine du mois de juin 2008, il a été retenu que chaque commission prépare sa contribution.

A ce titre, la Commission « services étatiques » compte se réunir **le mercredi 18 juin 2008, à l'hôtel SAVANA/DAKAR, aux fins de contribuer à l'amélioration du contenu du rapport.**

OBJECTIFS

Le mandat du groupe devant participer à l'atelier est de contribuer à l'amélioration de la qualité du rapport de synthèse provisoire en faisant des observations et remarques constructives. Il s'agira de manière plus spécifique de :

- Vérifier si tous les chapitres sont bien complétés ;
- Aider à approfondir l'analyse sur la base des écarts positifs ou négatifs constatés entre les cibles et les réalisations des indicateurs ;
- Identifier des critères claires et consensuels d'une mise en œuvre satisfaisante afin que tout le monde ait une appréciation commune et partagée pendant les journées de revue ;
- Expliquez de manière objective les contre-performances enregistrées dans la programmation et l'exécution des projets et programmes.

RESULTATS ATTENDUS

- La pertinence et la fiabilité des informations fournies dans le rapport de synthèse sont vérifiées et confirmées ;
- Les informations complémentaires (particulièrement les éléments de budgets et d'indicateurs), nécessaires pour situer l'état d'avancement effectif des réalisations 2006/2007 pour chacun des secteurs concernés, sont complétées ;
- La matrice des mesures est enrichie par rapport aux réalisations effectives et les perspectives à court et moyen terme sont complétées ;
- Le dialogue entre les membres du comité est engagé afin d'améliorer la mise en œuvre du DSRP-2 dans les années à venir ;
- Des indicateurs sont renseignés avec les données disponibles en terme de résultats et objectifs cibles ;
- Des propositions sont faites pour améliorer la qualité des indicateurs sectoriels
- Le rapport final de synthèse est disponible sous réserve de l'intégration des observations des uns et des autres.

METHODOLOGIE DE TRAVAIL

L'atelier sera organisé en deux phases, portant chacune sur une activité bien précise :

- ✓ **La première phase, se déroule en plénière sur la première partie de la matinée et porte sur trois points :**
 - Rappel des objectifs et implications méthodologiques de la revue ;
 - Présentation en plénière du rapport et échange sur quelques rubriques à améliorer encore.
- ✓ **La seconde phase se déroule sur la deuxième partie de la matinée. Des groupes de travail seront constitués autour des sous-commissions :**
 - Programmation et exécution du PAP ;*
 - Bilan des réformes / Matrice des mesures ;*
 - Analyse des indicateurs*
 - Analyse de la mise en œuvre et du suivi-évaluation*

pour tenir des discussions sectorielles, de manière à :

- Revoir, compléter et confirmer l'ensemble des évolutions principales notées dans chaque secteur pour l'année 2007 ;
- Vérifier si l'ensemble des indicateurs, statistiques pour apprécier l'état d'avancement est complété;
- Mener un dialogue pour dégager des perspectives ;
- Revoir et compléter les recommandations formulées ;
- Valider le format et la structuration du rapport final de la revue conjointe du DSRP2;

PARTICIPANTS

Il est prévu d'accueillir 80 participants à cet atelier, composés des représentants des services étatiques.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Dakar, le 14

Très Urgent

Le Président

Objet : Examen du rapport de la revue du DSRP.

Monsieur, Madame,

Dans le cadre du processus participatif du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté de seconde génération (DSRP-II), le Gouvernement a retenu l'organisation d'une revue annuelle conjointe de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, pour rendre compte des progrès réalisés et prendre les mesures correctives nécessaires au fur et à mesure de l'avancement de la mise en œuvre du DSRP-II.

A cet effet, il a été mis en place quatre groupes de travail autour des axes stratégiques du DSRP II ainsi que des comités régionaux, qui ont eu pour mandat de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et du suivi des mesures consignées dans la stratégie.

A la suite des rapports des groupes de travail, un rapport de synthèse de la revue a été produit. En vue d'une validation technique, il a été retenu que chaque commission prépare sa contribution.

A ce titre, la Commission « services étatiques » compte se réunir le **mercredi 18 juin 2008 à 9 heures à l'hôtel Savana/Dakar**, aux fins de contribuer à l'amélioration du contenu du rapport.

Je vous saurais gré, des dispositions qu'il vous plairait de faire prendre part à cette réunion technique et de préparer toutes les informations qui être utiles au rapport

Veillez agréer, **Monsieur, Madame**, l'assurance de ma considération distinguée.

P.J. : TDR + Rapport de synthèse


Aliou FAYE

CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUES
POUR LE DÉVELOPPEMENT
CEPOD - MEF

- 1) Ministère de l'Economie et des Finances
Fonds National de Retraite
- 2) Ministère de la famille et de l'entrepreneuriat féminin
Département de l'aide sociale
- 3) Ministère de la Fonction Publique, du Travail, et des organisations professionnelles
Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal
Institutions de Prévoyance Maladie
Caisse de Sécurité Sociale branche des Prestations familiales
- 4) Ministère de l'éducation
- 5) Ministère de l'Agriculture
- 6) Ministère de l'Elevage
- 7) Ministère de la Solidarité National
Fonds de Solidarité National
Commissariat à la Sécurité Alimentaire

12-10-09
 12-10-09
 12-10-09

Assistance sociale (prestations tenant compte du revenu)

Prestation moyenne mensuelle par type de bénéficiaire par type de prestation

Nombre de bénéficiaires par type de prestation

Niveau minimum de subsistance pour les différents types de bénéficiaires

Autres prestations

Autres prestations par cas

Nombre de cas d'autres prestations

Sénégal

Données requises Mai, 2009

Prestations familiales

Prestations par cas

Nombre et description de prestations

Nombre de cas de congés parentaux

Notes

- a) L'année d'évaluation se réfère à l'année de calendrier de l'évaluation
 - b) Les données pour les projections officielles ne devraient être fournies que si elles sont disponibles et les détails des méthodes de projection doivent être fournis.
 - c) Si les données par âge individuelle ne sont pas disponibles, les données par groupe de 5 ans devraient être fournies.
 - d) Les données des sondages sont acceptables.
-

Ministère de l'Économie et des Finances

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

Données statistiques

Données démographiques et familiales

Données démographiques

Population selon l'âge et le sexe à la mi-année, historique et projections officielles

Taux de mortalité selon l'âge et le sexe, historique et projections officielles

Taux de fertilité selon l'âge et le sexe, historique et projections officielles

Taux de masculinité des naissances, historique et projections officielles

Solde migratoire international selon l'âge et le sexe, historique et projections officielles

Proportion des personnes mariées selon l'âge et le sexe, historique et projections officielles

Données familiales

Données de recensement (ou source similaire)

Nombre total de ménages selon le nombre de membres par ménage

Nombre de ménages et de membres dans chaque ménage selon les groupes socio-économiques (classé selon le statut de travailleur de la personne en charge du soutien du ménage: employé, travailleur indépendant, fermier, bénéficiaire, chômeur et autres)

Données sur les dépenses et revenus familiaux

Nombre de ménages (et nombre de personnes) par revenu moyen mensuel per capita (total et pour chaque groupe socio-économique). Les tranches de revenus peuvent être présentées comme le ratio du revenu mensuel moyen per capita sur le salaire mensuel national moyen. Idéalement, l'étendue de la tranche de revenu doit être d'au moins 5% du salaire moyen.

La composition du revenu familial selon la source: revenu d'un emploi salarié, du travail indépendant, des

Annexe Recueil DSRP2

SECTEURS/ DOMAINES	OBJECTIFS	ACTIONS PRIORITAIRES	REALISATIONS
AXE 2 ACCELERATION DE LA PROMOTION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE			
EDUCATION/ FORMATION	67. Développer l'enseignement préscolaire et promouvoir l'achèvement du cycle élémentaire et du cycle fondamental	279. Constructions, réhabilitations et équipement de salle de classes, d'écoles, de case des tous petits...	PRP : Financement de 69 147 434 pour la construction et l'équipement de 4 salles de classes dans les régions de Louga, St Louis et Matam.
SANTÉ	73. Améliorer la qualité, l'accès et l'offre de service de santé dans les régions les plus pauvres	308. Constructions, réhabilitations et équipement de structures de santé	PRP : Financement de 40 419 672 pour la construction et l'équipement de 4 cases de santé dans les régions de Louga, St Louis et Matam.
		311. Développement de services de santé à base communautaire	PRP : Financement de 10 000 000 pour contribuer à l'étude sur la mise en place de produits de micro assurance santé dans les mutuelles du PRP
AXE 3 PROTECTION SOCIALE ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES			
PROTECTION SOCIALE ET SUIVI DE GROUPES	107. Réduire les facteurs de vulnérabilités dans les secteurs et renforcer l'assistance sociale aux groupes vulnérables	406.	406.
	108. Améliorer le ciblage, le suivi et l'élaboration des actions dirigées vers les groupes vulnérables	Appui au dispositif de suivi-évaluation des Programmes de Lutte contre la Pauvreté Renforcement des capacités en ciblage,	Une enveloppe de 64 800 000 a été dégagée pour aider à rendre fonctionnels les dispositifs de suivi évaluation et d'information de la pauvreté à travers le paramétrage du système, la formation du

VULNERABLES		suivi participatif et plaidoyer/communication des OCB, des OSC et des groupes vulnérables	personnel de la CSO des autres partenaires technique du niveau déconcentrés, l'acquisition d'équipements et la prise en charge des personnes ressources CSA : 11 712 844 991
	109. Améliorer l'accès aux services sociaux pour les groupes vulnérables et assurer l'accès aux actifs et à la pleine jouissance de leur droit	409. Mise en œuvre de programmes d'appui aux groupes vulnérables par des allocations monétaires conditionnelles et non conditionnelles pour les familles.	PRP : 51 714 913 F CFA Action sociale : Transferts aux groupes vulnérables pour un montant 76 700 000 PIRES FORMES : 54 609 396 F CFA transférés aux famille vulnérables
	Améliorer l'état sanitaire et la mobilité des personnes handicapées	Mise en place d'un programme pour un meilleur accès aux centres de réadaptation fonctionnelle et aux matériels d'appareillage (aides techniques) Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions pour l'accessibilité des handicapés aux infrastructures et équipements sanitaires	
PERSONNE HANDICAPEES	Promouvoir l'éducation et la formation des personnes handicapées	Promotion de la scolarisation universelle des enfants handicapés par la mise en œuvre de programme national d'éducation intégratrice	Appui aux GIE de personnes handicapées pour un montant de 52 500 000 Appui aux organisations de personnes handicapées pour un montant de 32 500 000
	Améliorer l'insertion économique et sociale des personnes handicapées	Mise en œuvre du programme de réadaptation à base communautaire (RBC) Mise en place d'un fonds de promotion économique pour les handicapés Sensibilisation des employeurs pour une discrimination positive en faveur des personnes handicapées Promotion et protection des droits des	

		personnes handicapées contre la stigmatisation et pour l'égalisation des chances (loi d'orientation sociale)	
	Promouvoir les Droits des Femmes et des filles	<p>Développement et mise en œuvre des activités de sensibilisation contribuant à l'élimination des violences et pratiques néfastes faites aux petites filles et aux femmes</p> <p>Conception et vulgarisation des droits humains et notamment de la femme</p> <p>Application effective des textes et conventions fondamentaux relatifs aux droits des femmes et à la protection des droits des filles et des femmes</p> <p>Développement d'un plan de communication pour un changement de comportement favorable à l'autonomisation des femmes</p>	
	114. Améliorer la situation économique et sociale des femmes en situation de vulnérabilité	<p>421. Mise en œuvre du plan d'actions de la SNEEG</p> <p>422. Mise en place de centres d'accueil et de suivi pour femmes et jeunes en situation de vulnérabilité</p> <p>423. Mise à la disposition des femmes rurales des technologies et équipements appropriés de transformation et de conservation des produits</p> <p>424. Mise en place de programmes de suivi et d'accompagnement psycho social pour femmes et jeunes filles en situation de vulnérabilité</p>	<p>PRP : Financement d'un coût de 10 millions de l'étude menée pour la mise en œuvre de la SNEEG. Rapport disponible</p> <p>CENAF : Réception et mise en service des 5 CEDAF</p> <p>DIR FAMILLE</p> <p>CT Allègement</p> <p>DAGE</p> <p>GUINDDI : Démarrage du projet « Makaanu Jiggen yi »</p>
	Développer une stratégie de prise en charge et de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi et des enfants en situation difficile	425. Mise en œuvre du projet de généralisation de la primo prévention dans les programmes des centres de sauvegarde et les centres polyvalents	GUINDDI :

	Améliorer la prise en charge des aînés	Mise en place de structures sanitaires spécialisées en gériatrie et promotion de l'enseignement de la géronto-gériatrie Prise en charge des frais médicaux par les services concernés aux aînés non affiliés à l'IPRES ou au FNR	
	Améliorer les conditions de vie des personnes âgées ou aînés	Assurer des pensions de retraites décentes pour les retraités et garantir la viabilité à long terme des régimes Mise en place d'un fonds de promotion des aînés Sécurisation du travail des aînés qui exercent une activité professionnelle	DAS : Appui aux personnes âgées pour 100 000 000
	Renforcer les programmes d'insertion sociale et économique des jeunes	Renforcement des ressources du Fonds national d'Action pour l'Emploi (FNAEJ), du Fonds national de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) et de l'Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ) Mise en œuvre des programmes de participation citoyenne des jeunes et de leurs groupements au développement économique, social et culturel de la nation	
	Améliorer les conditions de vie des jeunes et des adolescents	Renforcement des projets et programmes de lutte contre la toxicomanie Renforcement des programmes de protection et de soutien au développement harmonieux des adolescent(e)s les plus défavorisé(e)s	DAS : Appui aux structures d'élites contre la drogue pour 1 000 000 Amélioration des conditions de vie dans les daaras pour un montant de 86 976 288
	Promouvoir la réinsertion et la réintégration des rapatriés et des personnes déplacées	Mise en œuvre du programme d'urgence pour la reconstruction de la Casamance (ANRAC) REVA	

		426. Renforcement des capacités socioéconomiques des familles défavorisées à prendre en charge les enfants en situation de vulnérabilité	Pires Formes :Financements de microprojets et transferts monétaires conditionnels (TMC) à 520 ménages pauvres et à 4191 enfants vulnérables identifiées par les CTS (surtout les CPRS)
	Renforcer les capacités des institutions spécialisées de prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité (enfants de femme mendiante, enfants guide des handicapés, enfants des femmes touchées par l'extrême pauvreté, orphelins du VIH, enfants victimes de la toxicomanie, talibés, enfants abandonnés ou en conflit avec la loi)	427. Programme de renforcement des structures et centres spécialisés sur les enfants en délinquance (centre sauvegarde, AEMO, ateliers spécialisés) Appui aux 45 CPRS (46154) 429. Développement de filières de formation dans les daaras et renforcement des capacités des maîtres coraniques pour une meilleure gestion du cadre de vie des talibés 430 : Appui aux structures et associations de prise en charge des enfants	DAS : Guinddi : Exécuté en 2006-07 pour 200 000 000 Renforcement des capacités des maîtres coraniques pour un montant de 17 340 992 Pires Formes : 14 structures/associations appuyées financièrement pour un montant de 15 668 000 F CFA DAS : appui aux daaras pour un montant de 30 000 000
	renforcer la législation en vigueur en matière de protection de l'enfant et prendre les dispositions pour assurer	431. Mise en œuvre de programmes de sensibilisation, d'information et de plaidoyer sur la protection et les droits de	DPDE : Etude de capitalisation sur les gaps entre la législation nationale et les instruments juridiques internationaux pour

	<p>une application effective</p>	<p>l'enfant pour l'application effective des lois</p> <p>432. Extension et renforcement des projets et programmes existants de lutte pour l'éradication du travail des enfants : « Projet contre les pires formes de travail des enfants » du MFFSD, « Programme sur le travail des enfants » du MFTOP, « 433. Renforcement de la protection des enfants contre toutes formes d'exploitation, d'abus et de violence » Prise de mesures et de dispositifs pour la généralisation de l'enregistrement à l'état civil des enfants à la naissance</p>	<p>un montant 3 898 217 F CFA</p> <p>DPDE : Organisation d'évènements spéciaux (journée de l'enfant africain et semaine nationale de l'enfant) pour un coût de 20 140 000 F CFA</p> <p>Pires Formes : Extension du PLCTPFTE aux zones pourvoyeuses notamment Kolda et Niore ; Renforcement du partenariat avec l'OIF, l'UNICEF et la Coopération italienne.</p> <p>DPDE : Organisation de trois semaines de promotion dans 3 départements sur l'enregistrement des enfants à la naissance et 90 relais formés pour un coût de 10 338 000</p>
	<p>Garantir l'épanouissement physique et moral des aînés</p>	<p>Création d'un minimum vieillesse (sans contribution) Mise en œuvre des mesures fiscales incitatives en faveur des retraités (défiscalisation totale des pensions du régime obligatoire et allègements fiscaux pour les régimes complémentaires) Plaidoyer pour l'implication des aînés dans les programmes sociaux (santé, éducation, protection,...)</p>	

	Améliorer les stratégies de gestion des réfugiés	Appui aux stratégies d'aide au retour Renforcement des capacités de la commission nationale d'éligibilité (CNE) Réactualisation du droit d'asile Prise en compte de l'approche genre	
	Assurer une meilleure maîtrise des phénomènes démographiques	Élaboration et mise en œuvre d'un programme d'actions prioritaire quinquennal mettant en œuvre les axes stratégiques de la Déclaration de la Politique de Population Amélioration de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la politique de population (niveau national et régional)	
	Améliorer les conditions de vie des jeunes et des adolescents	Accroître le nombre de centres ADO espaces jeunes	

Population active et emploi

Nombre moyen de personnes actives, historique et projections

Taux de participation (ou population active) selon le sexe et par âge individuel, historique et projections officielles

Emploi total, nombre moyen de personnes, historique et projections officielles

Nombre de salariés selon l'âge, le sexe et les secteurs principaux de l'économie (s'il ya différentes couvertures et systèmes de sécurité sociale pour différents secteurs) et par secteur privé et public (s'il ya différentes couvertures et systèmes de sécurité sociale pour les salariés du publique et du privé)

Salariés selon l'âge, le sexe et les secteurs principaux de l'économie

Travailleurs indépendants selon l'âge, le sexe et les secteurs principaux de l'économie (nombre moyenne)

Chômage, nombre moyen de personnes, historique et projections officielles

Taux de chômage, historique et projections officielles

Comptes gouvernementaux

Comptes du gouvernement central (CN)

Comptes du système de sécurité sociale (CN)

Comptes consolidés du secteur public (CN)

Notes

- a) L'année d'évaluation se réfère à l'année de calendrier de l'évaluation
- b) Les données pour les projections officielles ne devraient être fournis que si elles sont disponibles et les détails des méthodes de projection doivent être fournis.
- c) Si les données par âge individuelle ne sont pas disponibles, les données par groupe de 5 ans devraient être fournies.
- d) Les données des sondages sont acceptables.

Ministère de l'Économie et des Finances

Direction de la Solde, des Pensions et des Rentes Viagères

Fond National de Retraite

Protection Sociale

Comptes financiers

Revenus et dépenses de la branche de pensions

Cotisations et cotisants

Facteurs de densité des cotisations

Plancher et plafond des gains assurables, historique

Gains assurables mensuels de la branche de pensions selon le sexe et le groupe d'âge et moyenne générale

Service passé des personnes actives à la date d'évaluation

Service passé des personnes inactives à la date d'évaluation

Nouveaux adhérents, historique

Nouveaux adhérents distribués selon l'âge pour les trois années précédant l'évaluation

Population assurée, nombre de personnes, historique

Population assurée, distribution par âge à la date d'évaluation

Taux de cotisation légal par cas

Nombre de cotisants selon l'âge et le sexe et au total

Nombre de cotisants selon le sexe et la profession et au total

Nombre de conjoints et d'enfants dépendants par cotisant selon le sexe et le groupe d'âge et au total

Prestations à long et court terme

Prestations et coûts moyens, bénéficiaires et pourvoyeurs

Nombre de bénéficiaires des pensions de vieillesse selon le sexe et le groupe d'âge

Nombre de bénéficiaires des pensions de vieillesse selon la profession avant la retraite

Montant de la pension minimum selon le sexe et le groupe d'âge

Montant de la pension minimum selon la profession avant la retraite

- 1) **Ministère de la Santé**
Général et autres (Plan Sésame)
- 2) **Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de l'emploi et des organisations professionnelles**
Institutions de Prévoyance Maladie
Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal
Coordinations Régionales de la mutualité

Soins de santé

Soins santé

Budget National pour les soins santé ✓

Systeme de santé gouvernemental

Coût total par hôpital public ✓

Description des soins santé ✓

Dépenses totales des soins santé et par cas ✓

Nombre de cas ambulatoires selon le sexe et les trois groupes d'âge: enfants/jeunes, âge actif et âge donnant

droit à une pension ✓

Systeme de santé de sécurité sociale

Nombre de cas ambulatoires CNS

Nombre de cas per capita selon le sexe et les trois groupes d'âge: enfants/jeunes, âge actif et âge donnant droit

à une pension IPM - Mutuelle - ~~SA~~

Nombre de jours en milieu hospitalier CNS

Nombre de jours en milieu hospitalier par patient selon le sexe et les trois groupes d'âge: enfants/jeunes, âge

actif et âge donnant droit à une pension IPM - Mutuelle

Nombre de cas per capita selon le sexe et les trois groupes d'âge: enfants/jeunes, âge actif et âge donnant droit ✓

à une pension

Nombre de prescriptions CNS

Nombre de prescriptions per capita selon le sexe et les trois groupes d'âge: enfants/jeunes, âge actif et âge IPM - Mutuelle

Assurance Privé Fedo

~~→ c'est important dire que les CNS ont une in~~

lundi on peu travailler sur le model car il n'y a pas de vds.

donnant droit à une pension

Description légale du système de santé gouvernemental

Notes

- a) L'année d'évaluation se réfère à l'année de calendrier de l'évaluation
- b) Les données pour les projections officielles ne devraient être fournies que si elles sont disponibles et les détails des méthodes de projection doivent être fournis.
- c) Si les données par âge individuelle ne sont pas disponibles, les données par groupe de 5 ans devraient être fournies.
- d) Les données des sondages sont acceptables.

Ministère de la Santé
Coordinations Régionales de la mutualité

Système de santé privé

Nombre de lits d'hôpitaux privés ✓

Nombre de praticiens et spécialistes en milieu privé ✓

Prestations de maladies et maternité ✓

Prestation de maladie journalière moyenne selon l'âge et le sexe *ESS Employeur*

Nombre de jours de maladie par année et par assuré selon le sexe et le groupe d'âge

Nombre de jours de travail par année

Prestation de maternité moyenne par jour *ESS*

Nombre de cas de maternité par femme

Nombre de jours de maternité par cas de maternité *1.5 mois avant**2 mois après***Notes**

- L'année d'évaluation se réfère à l'année de calendrier de l'évaluation
- Les données pour les projections officielles ne devraient être fournies que si elles sont disponibles et les détails des méthodes de projection doivent être fournis.
- Si les données par âge individuelle ne sont pas disponibles, les données par groupe de 5 ans devraient être fournies.
- Les données des sondages sont acceptables.

activités agricoles, de différents types de prestations (pensions, autres prestations d'assurance sociale, prestations familiales, assurance (chômage, assistance sociale et les autres prestations tenant compte du revenu), autres revenus (pour chaque groupe socio-économique et par tranches de revenu.

Economie

PIB à prix courants par secteur économique (Comptes Nationaux = CN)

PIB à prix constant par secteur économique (CN)

Déflateurs du PIB par secteurs

PIB à prix courant par type de dépense (CN)

PIB à prix constant par type de dépense (CN)

Déflateurs du PIB par type de dépense

Composantes du revenu national (CN)

Cotisations sociales des employeurs (CN)

Somme des salaires bruts (CN)

Rémunération totales des salariés (en termes courants), historique

Part des salaires dans le PIB

Cotisations sociales des employés sur le total des salaires (CN)

Salaire national brut moyen par secteur économique et moyenne totale (CN)

Salaire national net moyen par secteur économique et moyenne totale (CN)

Indice des prix à la consommation (base annuelle)

Indice des prix à la consommation sur une base mensuelle pour au moins 3 ans

Taux d'intérêt à court et long terme (marché)

Taux d'intérêt à court et long terme (titres gouvernementaux)

Taux d'inflation (moyenne annuelle), historique

Taux de change (moyenne annuelle)

Taux de change mensuel pour au moins 3 ans

Etat de recettes et dépenses du gouvernement